Communiqué de Presse

Unité de Communication de l'Assemblée parlementaire

COUNCIL CONSEIL DE L'EUROPE OF EUROPE

Réf: 301f08

Tel: +33 3 88 41 31 93 Fax: +33 3 90 21 41 34

pace.com@coe.int

internet: www.coe.int/press

47 membres

Albanie Allemagne Andorre Arménie Autriche Azerbaïdjan Belgique Bosnie-Herzégovine

Bulgarie Chypre Croatie Danemark

Espagne Estonie Finlande France Géorgie Grèce

Hongrie

Irlande Islande Italie Lettonie "l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Liechtenstein Lituanie Luxembourg Malte

Moldova Monaco Monténégro Norvège Pays-Bas

Pologne

Turquie Ukraine

Portugal

République tchèque Roumanie Royaume-Uni Russie Saint-Marin Serbie Slovaquie Slovénie Suède Suisse

La conduite démocratique des prochaines élections en Géorgie est essentielle pour rétablir la confiance dans le processus démocratique, déclarent les observateurs de l'APCE

Strasbourg, 28.04.2008 — La conduite démocratique des prochaines élections législatives en Géorgie, prévues le 21 mai 2008, est essentielle pour rétablir la confiance dans le processus démocratique dans le pays, selon les quatre membres de la délégation « préélectorale » de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

Dans une déclaration publiée à l'issue d'une visite de deux jours dans le pays (24-25 avril 2008), la délégation a salué les efforts déployés par les autorités pour améliorer l'administration des élections, en se disant toutefois préoccupée par le faible niveau de confiance du public dans le processus électoral. « La conduite démocratique de ces élections dépendra entièrement de la pleine application du cadre électoral, en toute bonne foi, par l'ensemble des acteurs impliqués et à tous les stades du processus », a-telle déclaré.

La délégation – formée de Mátyás Eörsi (Hongrie, ADLE), Chef de la délégation, Kastriot Islami (Albanie, SOC), Andres Herkel (Estonie, PPE/DC) et Ganira Pashayeva (Azerbaïdjan, GDE) – a noté que le climat de la campagne était moins tendu que durant l'élection présidentielle. Pour autant, a-t-elle dit, il persiste une forte polarisation de la vie politique qui empêche la tenue d'une « campagne constructive, axée sur les problèmes de fond et offrant aux électeurs un choix entre diverses alternatives ». Elle a constaté avec satisfaction que moins d'actes d'intimidation aient été reportés par rapport à l'élection présidentielle, mais a exhorté les autorités à enquêter sur toutes les allégations qui ont été signalées.

La délégation a salué l'accord entre la Commission Electorale Centrale (CEC) et les principaux groupes d'observateurs nationaux sur ce qui relève ou pas d'une utilisation abusive des ressources administratives. Elle s'est montrée inquiète, toutefois, de l'active participation des responsables d'Etat locaux et régionaux à la campagne du parti au pouvoir, ce qui pourrait laisser penser que l'utilisation abusive de ressources administratives n'est pas complètement mise à l'écard de la vie politique.

Elle a également salué les efforts mis en oeuvre pour améliorer les listes électorales, mais a noté la persistance de certaines inexactitudes, et notamment un nombre important de doublons dans les inscriptions, qui pourraient poser des problèmes si les procédures de tamponnage n'étaient pas mises en oeuvre de façon parfaitement cohérente le jour des élections.

La délégation a également appelé les médias à assurer une couverture équilibrée de la campagne, ajoutant qu'aucun parti de l'opposition ne devait boycotter les débats dans les médias.

Texte de la Déclaration